



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 239 Avril 2009

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

<http://www.lemil.org>

LE MOUVEMENT POPULAIRE (UMP) SOUTIEN NATUREL DU PRÉSIDENT SARKOZY

par **Xavier BERTRAND**, ancien ministre, secrétaire général de l'ump

Intervention lors de la XIX^{ème} convention nationale du MIL - février 2009

Est-il compliqué par un samedi enneigé de faire un détour par le MIL ? Certainement pas et je vais vous dire pourquoi : cela fait particulièrement plaisir au secrétaire général du mouvement populaire de retrouver ceux qui symbolisent avant tout le militantisme. Vous êtes de vrais militants ; voilà pourquoi je suis là. Vous le savez bien - vous qui me connaissez depuis bien longtemps, moi qui vous rencontre depuis bien longtemps, qui ai déjà fait des interventions lors de vos conventions nationales de 2004 à 2007 - vous savez bien que, pour moi, les choses n'étaient pas écrites. Vous savez bien que je n'ai pas fait ces grandes écoles à Paris. Je n'ai jamais été dans un cabinet ministériel avant d'être ministre et en plus, comme la plupart d'entre vous, que je suis un provincial. En fait, notre trait commun, c'est d'être tout simplement des militants et de rester des militants ; le secrétaire général que je suis restera un secrétaire général de terrain ! Voilà la vérité et voilà la vraie raison de ma venue ici !

Je sais bien que certains se demandent si la politique intéresse toujours. Vous êtes la réponse. Quand je vous vois ici, venus de toute la France dont j'ai sillonné les fédérations, je ne retrouve pas des militants du MIL : je retrouve tout simplement des visages connus, je retrouve surtout des amis. Voilà le lien qu'il y a entre nous ! Et l'amitié, vous le savez, rime avec fidélité.

Je vous remercie de m'accueillir et je tiens à vous dire le plaisir que j'ai de retrouver ici Damien Meslot : c'est un très bon ! Vous pouvez applaudir le député du Territoire-de-Belfort, vous allez en entendre parler, à mes côtés, dans la direction du mouvement populaire d'ici quelque temps. Lui aussi, c'est un vrai militant. Je voudrais aussi dire tout le plaisir que j'ai à retrouver Jacques Godfrain et bien évidemment Arnel Pécheul. Je n'oublie pas non plus Christian Labrousse ; merci, monsieur le

président, merci de ton invitation. Merci à toutes et merci à tous. Et j'ai aussi une pensée pour ceux qui ne sont pas dans cette salle : quand nous on fait une réunion publique, d'habitude, c'est vous qui assurez tout, pour que tout se passe bien. Mais au moment où vous vous êtes ici, vous avez certains de vos compagnons, certains de vos amis, qui sont encore dans les couloirs et à l'entrée. Alors c'est eux aussi qu'on va applaudir, pour qu'ils l'entendent et pour leur dire que l'on pense à eux.

Mes chers amis, je veux tout simple-



ment vous expliquer ce que nous voulons faire avec cette nouvelle UMP qu'est le mouvement populaire. Certains me disent : «tiens, il a changé de nom»... Non, je n'ai pas changé de nom. Mais je vais vous dire une chose : je préfère les mots et les noms, surtout quand ils sont chargés de sens, plutôt que les sigles. On me dit «UMP», bien sûr que ça reste l'UMP, bien évidemment ! Mais «l'union», il me semble, depuis tout ce temps, que nous la symbolisons en permanence ! En revanche, nous devons incarner à nouveau le «mouvement». Nous devons en permanence incarner le changement. Le jour où nous décidons de nous reposer, c'est terminé. Parce que la politique, c'est comme le vélo : si vous arrêtez de pédaler, vous ne tomberez pas tout de suite mais vous êtes sûrs de tomber à un moment ou à un autre ! Alors il n'est pas question d'arrêter en choisissant le statu quo. Nous sommes le

mouvement du changement et nous continuerons à changer la France. Voilà ce qui guide notre action, mes amis. Mais derrière cela, il y a le mot «populaire». Le mot populaire qui, à mon sens, est un des mots les plus chargés de sens, de ce que symbolise l'UMP. Populaire, cela veut dire s'adresser à tout le peuple de France. Cela veut dire parler à celui qui réussit. Parce que celui qui crée des richesses, je préfère qu'il réussisse en France où on a besoin de lui plutôt que de partir réussir à l'étranger comme cela a été le cas pendant des années. Mais en même temps, un mouvement populaire, c'est celui qui parle aussi aux Français les plus exposés à la crise et les plus fragiles. Parce que c'est notre honneur. Vous le savez, l'enracinement gaulliste est là, quand Malraux parlait du « métro aux heures de pointe » : c'est aussi la vocation du mouvement populaire que de rassembler tous les Français.

Je n'oublie absolument pas ceux qui ont été pendant longtemps les éternels déclassés, les éternels oubliés : les classes moyennes. Les classes moyennes, ce sont celles et ceux qui sont «trop riches», parfois de vingt euros par mois, pour avoir droit à la moindre solidarité mais qui ne sont pas assez riches, en réalité, pour joindre les deux bouts et faire des projets pour leurs enfants. Ces classes moyennes ont été pendant longtemps celles et ceux qui symbolisaient la valeur travail et se disaient qu'ils n'avaient pas la récompense justement de leur travail. Ceux-là, le Président de la République en parle. Ceux-là, j'en ai parlé dans mon discours du Conseil national du 24 janvier 2009. Je vous le dis très sincèrement : les classes moyennes ne seront plus les éternelles oubliées dans la vie politique française ! Et c'est la vocation du mouvement populaire que de penser à eux et de leur parler. Ne nous y trompons pas, le jour où nous oublierons celles et ceux qui symbolisent la valeur travail mais qui ont de grandes difficultés pour réussir, nous ne

mériterons pas de rester la majorité dans ce pays. La gauche, elle, a oublié les ouvriers, a oublié les salariés, plus attachée à devenir une gauche caviar plutôt qu'une gauche de terrain. Aujourd'hui, c'est nous qui sommes au contact des salariés dans les entreprises ; je sais que cela leur pose de gros problèmes. Je vais vous dire une chose : que la gauche ne s'en étonne pas ! Oui, nous resterons sur le terrain et nous continuerons à aller dans les entreprises. Voilà ce que j'ai envie de faire au sein du mouvement populaire avec vous, mes amis.

Mais derrière cela, nous avons une autre vocation : tout simplement de redevenir en permanence un mouvement de militants. Les adhérents c'est bien. Mais les militants, vous ne trouvez pas que c'est bien aussi ? Le militant, c'est celui qui s'engage en permanence. Le militant, c'est celui qui a conscience que sa famille politique lui apporte beaucoup et qui décide en retour de donner beaucoup à sa famille politique. C'est la logique qui est la mienne : quand j'ai décidé de quitter le gouvernement pour prendre la tête, pour animer le parti du Président, je l'ai fait sans aucune hésitation. Je pense pourtant qu'il n'y a pas de plus grand honneur que de servir son pays en étant dans des fonctions officielles. J'ai été cinq années ministre, m'occupant de la réforme de l'assurance maladie en tant que secrétaire d'Etat à l'assurance maladie, en devenant ministre de la santé, en tant que ministre du travail et des relations sociales, mais je sais aussi que tout ce que j'ai vécu, je le dois à la confiance de mes électeurs, c'est vrai, à la confiance du Président aussi et à la confiance de mes militants. Et je pense qu'à un moment donné, il faut savoir être à la hauteur de cette confiance en s'engageant à fond pour sa famille politique. C'est un beau message : exercer des fonctions ministérielles, c'est passionnant, mais on n'a pas le droit de chercher à s'accrocher à ses fonctions. On doit rendre à sa famille politique tout ce qu'elle vous a apporté. Voilà aussi le sens de mon engagement à la tête du mouvement populaire !

Et je n'ai pas la réputation de faire les choses à moitié. Maintenant que j'anime le mouvement populaire, il est évident que je vais demander un engagement encore plus important aux uns et aux autres. Voilà pourquoi, des gens qui sont prêts à s'engager, je prends ! Des gens qui sont prêts à donner du temps, je prends ! Des gens qui sont prêts à donner des idées pour leur famille politique, oui, je prends. Mais celles et ceux qui veulent simplement faire de la politique pour chauffer un siège, cela ne m'intéresse plus. Et vous, quand je vous vois, quand je vois ce que le MIL sait faire, quand je vois dans l'adversité ou lorsque vous vous êtes

posé des questions, lorsque vous vous êtes demandé si votre famille politique s'intéressait toujours autant à vous et bien je vous le dis : si je suis là, ce n'est pas le fait du hasard, c'est tout simplement pour vous dire que oui, nous nous intéressons à vous. Et il y a mieux que les déclarations d'amour : il y a les preuves d'amour ! Je serai au rendez-vous de votre fidélité et de votre confiance, je tenais à le préciser.

Nous avons aussi un autre rôle - je le dis à vous qui êtes des combattants, des courageux, des battants : nous avons vocation à être la voix de cette majorité silencieuse qui représente la plupart des Français. Vous le savez bien, on a plutôt tendance à tendre un micro à ceux qui râlent ou à s'intéresser aux trains qui ne partent pas à l'heure. On a plutôt tendance, dans notre système médiatique et parfois politique, à s'intéresser à ceux qui ne sont pas d'accord. Et j'ai une question : Pourquoi n'interroge-t-on jamais ceux qui sont d'accord, ceux qui, en mai 2007 ont voulu le changement incarné par le président de la République ? Si personne ne parle en leur nom, personne ne fera jamais attention à eux.

Par exemple, il y a eu ce mouvement de grève. Il y a ceux qui ont été dans une logique d'affrontement - je pense au syndicat SUD pour le nommer. Il y en a aussi qui ont décidé de manifester parce qu'ils étaient inquiets. Mais je n'oublie pas une chose : il y a aussi eu des millions de Français qui, ce jour-là, même s'ils étaient inquiets, ont pris le bus ou leur voiture pour aller travailler. Mes amis, nous avons le devoir d'être la voix de cette majorité silencieuse. Si vous, vous ne parlez pas d'eux, personne ne parlera jamais pour eux ! Et dans ces cas là, il reste l'impression qu'il n'y a que ceux qui râlent, qui sont contre, qui sont pour le conservatisme, qui ont des choses à dire dans notre pays. Ce n'est pas la vérité. Si vous, vous ne remettez pas les pendules à l'heure, personne ne remettra les pendules à l'heure à votre place.

Cette majorité silencieuse, c'est celle notamment qui a bien compris que le service minimum dans les transports fonctionnait alors qu'on nous avait dit pendant des semaines et des semaines, «le service minimum dans les transports, ça ne marche pas. Le Président en a parlé, Bertrand a fait voter le texte et en fin de compte, cela ne marche pas». La réalité était différente. La réalité, c'est que 80% des bus, plus de la moitié des métros et plus de la moitié des trains ont circulé ce jour là. Si cela, ça n'illustre pas de la valeur travail, je ne sais pas ce que c'est. D'un autre côté, ce service minimum, nous devons bien expliquer aux Français ce que cela veut dire : sans le ser-

vice minimum, à chaque grève importante, le pays était paralysé, rien ne circulait, rien ne bougeait ; le pays était complètement bloqué. Là, il y a eu des perturbations, bien-sûr, mais la réalité, c'est que tous ceux qui ont besoin des transports en commun pour aller travailler ont pu aller travailler. Pourquoi ? Parce que, si le droit de grève est constitutionnel, on peut quand même demander à celui qui est gréviste de dire 48 heures avant s'il va faire grève. Tout simplement pour permettre de mettre les non-grévistes sur les lignes prioritaires. Et on doit aussi les obliger à négocier. Avant, on faisait grève et on négociait après ! C'est quand même mieux de discuter avant de faire grève. Mais il y a une autre raison, et celle là je l'assume à 100%, c'est que nous avons mis dans la loi une chose très claire : si vous faites grève, vous ne travaillez pas, si vous ne travaillez pas, vous n'êtes pas payés. Voilà ce qu'il y a aussi aujourd'hui dans la loi de la République. Mais je veux être précis : nous ne laisserons pas quelques-uns, parce qu'ils ont compris que quand ils ne travaillaient pas, ils n'étaient pas payés, chercher à contourner la loi en disant «si je ne fais grève que 59 minutes cela me coûte beaucoup moins cher». Je le dis très clairement, en pensant à un syndicat comme SUD : le service public est au service du public. Et bien, nous ne laisserons pas faire ceux qui veulent prendre en otage le service public. Ceux-là ne respectent ni le service public, ni le public et on doit les dénoncer. Voilà aussi la vocation du mouvement populaire. Comme nous devons expliquer que le service minimum d'accueil à l'école n'a pas été mis en place par idéologie, pas du tout. Quand il y a une grève à l'école, est-ce qu'on doit forcément pénaliser les parents des enfants qui sont dans cette école ? Comment faisaient-ils quand ils n'avaient aucune solution, quand il n'y avait pas les voisins, pas la famille, pas de nounou ? Et bien les gens sont obligés de prendre une partie de leurs congés ou alors ils se mettent en arrêt et ils ne travaillent pas ce jour-là et eux ne sont pas payés. Le service minimum d'accueil à l'école est là pour rendre service aux familles, il n'est là que pour rendre service aux familles. Quand je vois l'attitude de certains socialistes qui refusent d'appliquer la loi de la République, qui sont en définitif les plus sectaires qui soient et les plus idéologues qui soient, nous avons le droit de le dire et de le dénoncer.

Vous comprenez pourquoi, avec ces quelques arguments, je veux vous dire : nous avons besoin de vous. Bien évidemment, chacun regarde les informations mais il y a tout un travail qui peut-être efficace : le bouche-à-oreille. Et il est important que le mouvement populaire puisse vous donner davantage d'éléments. Vous êtes

prêts sur le terrain à contrecarrer la démagogie des socialistes, mais vous nous dites souvent : «il faut nous donner des éléments pour qu'on puisse mener cette pédagogie». Plus d'une fois vous me l'avez dit. Message bien reçu ! Notre vocation va être de vous donner des argumentaires beaucoup moins techno qu'à une époque, des documents clé-en-main, dont on peut se servir sur le lieu de travail, dans un commerce, sur le marché le week-end ou sur un stade de foot quand on y va le week-end. Pouvoir engager la discussion et prouver que bien souvent ce qu'on entend n'est que confusion, contre-vérité et mensonge.

Nous devons en plus le faire au moment où nous voyons émerger un nouvel acteur dans la vie politique française, j'allais dire un nouveau «facteur» de la vie politique française. Il ne faut pas prendre le phénomène Besancenot à la légère : la crise que nous connaissons aujourd'hui n'est pas qu'une crise économique, ni même une simple crise financière qui aurait donné naissance à la crise économique. C'est une crise éthique, une crise morale de notre système capitaliste. Le capitalisme, il ne s'agit pas de le parer de toutes les vertus ou de tous les défauts mais ce que je sais c'est que si vous voulez partager des richesses, il n'y a qu'une seule chose à faire : il faut les avoir produites. Cette vérité là, nous devons la rappeler, d'autant qu'au même moment, monsieur Besancenot fait croire que tout est simple, que pour avoir des richesses il n'y aurait pas besoin de travailler, il suffirait de les prendre. En définitif, vous avez un monsieur qui ne s'est pas trompé de siècle médiatique et qui ringardise les idées du parti socialiste mais qui s'est trompé de siècle idéologique : ce sont ses idées qui sont ringardes. Cela aussi, nous avons le droit de le dire.

Il y a des raisons de douter de l'avenir. Nous serions bien le seul peuple sur cette planète qui ne se pose pas de questions, qui n'ait pas d'inquiétudes. Mais nous devons aussi reposer des choses élémentaires. C'est nous qui devons veiller à faire entendre la voix de la France. C'est l'intitulé de cette convention : Français et fier de l'être. Une chose est certaine : nous savons où nous habitons, dans ce pays qui nous est cher, dans cette Nation qui symbolise bien plus qu'une simple idée abstraite, qui symbolise une vérité qu'il nous faut regarder. Vous venez d'endroits différents, vous êtes très différents mais vous avez un idéal commun. Est-ce que cet idéal est la politique ? Oui. Mais la politique comme moyen ; la fin, c'est la France ! C'est ça qui nous dépasse les uns et les autres. C'est cela qui fait qu'au moment où on entend La

Marseillaise, on vibre, on change d'une certaine façon et on se dépasse. C'est cela qui fait qu'au moment où on voit ces trois couleurs sur le drapeau, quelque chose change et nous dépasse, qui fait qu'on est particulièrement attaché à ces valeurs républicaines, à ces valeurs patriotiques et que pour nous, encore une fois, la voix de la France, cela compte.

On l'a vu sur la scène internationale, c'est la voix de l'Europe bien-sûr mais c'est surtout l'action de la France qui a permis qu'il n'y ait pas un conflit interminable et dangereux pour tout le monde en Géorgie. C'est la voix de la France qui se fait entendre aussi au Proche-Orient pour trouver les solutions de paix. C'est la voix de la France qui doit être davantage entendue aussi en Europe. L'Europe a commencé à changer, l'Europe a commencé à protéger davantage ses concitoyens, grâce à l'action du Président et à l'action de la France. Cette campagne des Européennes qui s'ouvre doit être l'occasion pour nous-mêmes de faire entendre la voix de la France. Je sais que vous êtes inlassables ; cela tombe bien, j'ai davantage encore à vous demander : dans cette campagne des Européennes qui va s'ouvrir, on aura aussi besoin de vous pour être exigeant vis-à-vis de l'Europe, pour être critique vis-à-vis de l'Europe et celui qui vous dit cela est quelqu'un qui a voté non à Maastricht en 1992 parce que la façon dont les choses se construisaient à l'époque ne lui convenaient pas. Parce que je voulais une Europe politique, une Europe politique avec des politiques qui s'engagent. Un politique qui s'engage, cela vaut toujours mieux qu'un haut fonctionnaire irresponsable. Et la construction s'est faite différemment. J'avais voté oui au référendum de 2005 et je serais passionnément engagé dans cette campagne des Européennes, mais encore une fois, comme nous sommes passionnément Européens, nous avons le droit d'être critiques et d'être exigeants quand les choses ne vont pas. Voilà aussi comment doit se construire cette campagne des Européennes, voilà aussi comment doit se construire cette Europe.

J'ai parlé tout à l'heure d'un mouvement populaire dans une France qui est fondamentalement populaire, ce qui veut dire que nous devons aussi nous-mêmes reposer les bases d'un système financier international qui a complètement marché sur la tête, où nous étions arrivés à une situation où un jeune garçon - je n'ai rien contre la jeunesse - mais un jeune garçon pouvait plusieurs fois dans la journée faire des opérations qui consistaient à acheter, à vendre, à revendre, à racheter sans jamais avoir obtenu la propriété de quoi que ce soit et par un simple clic être capable de gagner des centaines et

des centaines de milliers d'euros. Est-ce que c'est cela la création de valeur ? Bien sûr que non. Nous voulons, nous, un capitalisme d'entrepreneurs : celui qui prend des risques et qui crée de la richesse. Pas d'un capitalisme de spéculateurs. J'ai été scandalisé de voir qu'une grande banque française, ma banque, était capable de fermer les yeux sur un détournement de 4,9 milliards d'euros dans ses murs et de refuser de prêter 49.000 euros à une entreprise qui en a besoin pour se développer. Cela nous n'en voulons plus tout simplement. Et si nous, nous ne le disons pas, personne ne le dira à notre place. Dire que l'actionnaire dans une entreprise est important, c'est vrai. Mais sans les salariés, pourrait-on créer des richesses dans une entreprise ? Certainement pas ! Il est temps aujourd'hui de reposer davantage encore la répartition de la valeur. Il ne faut pas décourager les actionnaires, c'est vrai. Mais je vais vous dire une chose, on a qu'à faire en sorte que davantage de salariés soient actionnaires. Nous avons commencé à le faire avec un texte que j'ai porté à la demande du Président. Mais je vais être très direct avec vous, cette nouvelle époque et cette crise nous amènent à avoir des réponses supplémentaires. Une des réponses qu'il nous faut développer : cette meilleure répartition de la richesse et du capital. Est-ce que cela suppose, en définitif, de plafonner les rémunérations comme cela se fait aux Etats-Unis ? Encore qu'il faut tout savoir : cela ne sert à rien de plafonner pour donner des actions ; moi je préfère la transparence. Mais d'un autre côté, il faut aussi faire attention à ce que dans une société vous n'ayez pas un Bill Gates qui soit avec la même rémunération plafonnée qu'un monsieur Madoff qui, entre parenthèses, a volé 50 milliards de dollars et n'est toujours pas en prison. Il n'est pas possible de traiter les uns et les autres de la même façon, en revanche, moi, je voudrais lancer une piste : pourquoi on ne s'intéresserait pas plutôt, dans une même entreprise, avec le même objet social, à la différence de rémunération qu'il y a entre le plus petit des salaires et le plus grand des salaires ? Parce que les inégalités les plus criantes qui existent aujourd'hui sont là. Plutôt que de plafonner, intéressons nous plutôt aux écarts de salaires dans une entreprise parce qu'il faut une meilleure répartition des richesses dans l'entreprise.

Voilà quelques-unes des pistes sur lesquelles on doit réfléchir. Soit on laisse faire comme d'habitude les esprits très éclairés qui ne connaissent pas grand chose à la réalité du terrain, soit on vous demande vous-même d'apporter votre contribution. Moi ce qui m'intéresse, c'est de faire en sorte qu'on ait le sentiment que dans un mouvement on ne vous demande pas

seulement de régler une adhésion ou une cotisation, que dans un mouvement, on n'ait pas seulement à vous demander de venir à une réunion pour nous aider à la préparer et à l'organiser, mais que vous puissiez vous dire «mon avis compte, je suis entendu, je suis respecté». La vraie question est celle-ci : vous êtes ici cet après-midi et ne me faites pas croire que vous n'aviez rien à faire. Vous avez décidé de laisser les vôtres pour venir écouter cette convention. Cela veut dire que vous y croyez, vous y croyez depuis des années et vous avez envie de continuer à vous engager. Je sais ce que cela représente, le militantisme, je sais ce que représente cette énergie que vous avez en vous. Et bien, cette énergie je vais vous proposer de la décupler en faisant venir à nous encore d'autres personnes, des personnes qui ont envie de se dire «la politique, je n'ai pas envie d'en être spectateur, la

politique j'ai envie d'en être acteur». Et il faut qu'on retrouve l'énergie et l'enthousiasme qui nous ont permis de gagner les différentes échéances électorales. Alors on me dit que j'ai fixé la barre très haute pour l'UMP, c'est vrai, on est à 277.000 adhérents, j'ai dit 500.000 adhérents en 2012. Si je m'engage, ce n'est pas pour faire les choses à moitié et je pense que nous sommes capables de le faire à une condition : c'est d'avoir en permanence cet esprit militant, c'est d'avoir en permanence vocation à être fidèle à notre vocation populaire et c'est aussi en réussissant à nous appuyer sur notre fidélité, à nos valeurs et à nos convictions. Si nous sommes capables de nous ouvrir c'est parce que nous savons où nous habitons, mes amis. Parce que nous sommes fiers aujourd'hui de nos valeurs et de nos convictions. Bien-sûr qu'on peut avoir des doutes sur la façon d'agir à la crise mais nos valeurs - le travail,

le mérite, l'effort, la justice sociale, l'importance et le poids de la France - sont autant de repères qui nous sont indispensables. Et c'est parce que nous savons exactement qui nous sommes, que nous sommes peut-être plus capables que d'autres de montrer aux Français où nous devons aller ensemble.

Et pour ceux qui se poseraient des questions, il suffit tout simplement de vous regarder pour savoir que vous êtes français, que vous êtes fiers de l'être, que vous pouvez aussi être fiers d'appartenir au MIL ! Moi, en tous cas, je suis fier d'être à la tête d'un mouvement politique, le premier de France qui a vocation à être un mouvement populaire, à être un mouvement 100% utile. Utile à qui ? Utile aux Français. Utile à la France.

LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches).



affiches (65x45 cm) : 5 x =

affiches (65x45 cm) : 1 x =

Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative **mais vivement souhaitée**) : minimum 15 euros

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :

120 € ou plus 80 € 50 € 30 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur : 15 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE